

Age, sexe, profession : qui sont les candidats du premier ministre ?



ANALYSE
Frédéric Michau
Directeur des études
d'opinion d'OpinionWay

ON COMPTE cette année 7 881 candidats aux élections législatives, soit 1 270 candidats de plus qu'en 2012. C'est un record depuis vingt ans (sauf en 2002). Cette progression est liée à l'apparition de nouvelles forces politiques, au premier rang desquelles La République en marche et La France insoumise. Conséquence logique, le nombre moyen de candidats par circonscription progresse également : 14 contre 11 en 2012. Avec un record dans la 9^e circonscription des Français établis hors de France (27 candidats), et un minimum dans la 1^{re} de Wallis et Futuna (3 candidats).

58% d'hommes
58% des candidats sont des hommes, soit 10 points de plus que leur poids dans la population française. On notera la stabilité de ce ratio. La surreprésentation des candidats masculins est plus forte au sein des partis traditionnels : Les Républicains (61%), l'UDI (61%) et le Parti socialiste (56%). Ayant investi davantage de sortants, ils peuvent moins facilement assurer la parité que des formations plus jeunes comme La République en marche (50-50). Le Parti communiste et La France insoumise comptent chacun 47% de femmes parmi leurs candidats. La tâche est également plus aisée pour les formations qui comptent très peu de sortants, comme le Front national (49% de candidates) ou le MoDem (49% de femmes).

Un âge moyen de 49 ans
Depuis dix ans, l'âge moyen des candidats oscille autour de 50 ans. Pour la première fois depuis 2002, il repasse sous cette barre symbolique et s'établit, en 2017, à 49 ans. Rappelons que l'âge moyen des députés en début de législature en 2012 était de 59 ans et 10 mois. La plus jeune est Morgane Guerreau (18 ans), candidate « divers » dans la 4^e circonscription du Val-de-Marne (94). La doyenne est Odette Simonet (89 ans), divers droite dans la 2^e des Français établis hors de France. Les candidats de l'extrême gauche sont les plus âgés en moyenne (54 ans), tandis que les plus jeunes se présentent sous l'étiquette « divers » (43 ans). Les candidats de La France insoumise (46 ans), de La République en marche (46 ans) et du Front national (47 ans), qui comptent moins de sortants, sont plus jeunes que la moyenne. L'âge moyen s'établit à 50 ans (soit un âge très proche de la moyenne globale) tant au PS que chez Les Républicains. La part des candidats de moins de 35 ans progresse significativement (17%, contre 13% en 2012). Elle reste toutefois très inférieure au poids démographique des jeunes dans la population française de 18 ans et plus (27%). Les candidats âgés de 50 à 65 ans restent les plus nombreux (40%), alors qu'ils représentent 23% de la population.

Des cadres, peu d'ouvriers
Les cadres et professions libérales constituent toujours la catégorie la plus présente : 36% des candidats, soit quatre fois plus que leur poids dans la population française. Inversement, la part d'ouvriers se maintient à un niveau extrêmement bas (2%, soit sept fois moins que leur présence réelle dans la société française). Deux phénomènes nouveaux sont cependant à observer cette année. D'abord, les professions intermédiaires

se retrouvent moins représentées (13% en 2017, contre 19% en 2012). Ensuite, et surtout, la part des artisans, commerçants et chefs d'entreprise progresse nettement : 9% des candidats (2% seulement en 2012), soit trois fois plus que leur poids démographique.

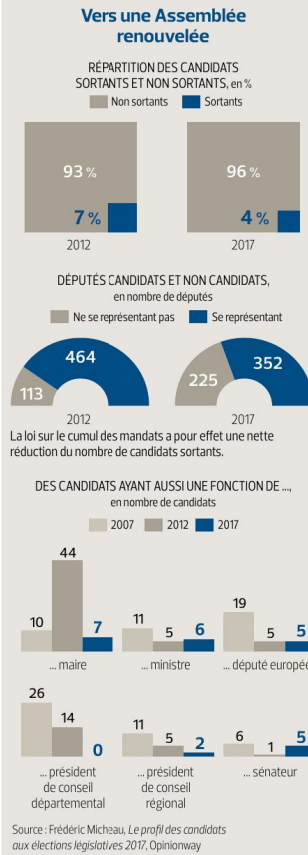
L'effet de la loi sur le cumul

La loi sur le cumul des mandats de février 2014 et qui entre en vigueur pour la première fois cette année interdit à un parlementaire d'exercer simultanément une fonction de chef ou d'adjoint d'un exécutif local. Cela a eu pour effet une nette réduction du nombre de candidats sortants : 352 députés, contre 464 en 2012 et 472 en 2007. Plusieurs députés sortants ont choisi de tenir le rôle de suppléant. Ils sont 36 dans ce cas, contre 5 en 2012 et 23 en 2007. Ici aussi, la loi sur le cumul produit des effets, puisqu'on relève la présence comme suppléants de plusieurs députés ayant récemment conquis un exécutif local, comme Damien Meslot (maire de Belfort), Édouard Courtail (président du conseil départemental de l'Oise), Arnaud Robinet (maire de Reims) ou Laurent Wauquiez (président du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes). La noble préférence pour l'enracinement local s'accompagne ainsi d'un geste de précaution politique : en cas de perte de leur mandat local, ils pourraient retrouver les bancs du Palais Bourbon après l'organisation d'une partielle provoquée par le retrait du candidat qu'ils suppléent. On note aussi parmi les suppléants la présence de députés élus qui achèvent leur carrière parlementaire, comme André Santini (76 ans, élu pour la première fois en 1988) ou Alain Bocquet (71 ans, élu depuis 1978) : la suppléance leur permet de favoriser l'élection d'un successeur adoubé. Le Parti socialiste (139 candidats sortants et 3 suppléants sortants) et Les Républicains (117 candidats sortants et 21 suppléants sortants) comptent logiquement le plus de sortants. Bien que créée récemment, la République en Marche a investi 29 députés sortants dont 21 siégeaient au groupe socialiste, 4 écologistes, dont Barbara Pompili et François de Rugy, 3 radicaux de gauche et un issu de LR, Bruno Le Maire.

571 candidats FN

À gauche, La France insoumise a investi 556 candidats. L'autonomisation de la formation de Jean-Luc Mélenchon handicape le Parti communiste, qui présente une centaine de candidats de moins que le Front de gauche en 2012. Le Parti socialiste présente une soixantaine de candidats de moins que la dernière fois. Au centre, en vertu d'un accord électoral avec le MoDem, la République en marche ne couvre pas l'ensemble des circonscriptions. Le parti de François Bayrou ne présente des candidats que dans 76 circonscriptions, mais sous l'étiquette « majorité présidentielle », ce qui devrait lui permettre d'accroître nettement sa présence à l'Assemblée nationale. Les Républicains sont présents dans une vingtaine de circonscriptions de moins qu'en 2012, en vertu de leur accord avec l'UDI. Debout la France, le parti de Nicolas Dupont-Aignan, étend sa couverture territoriale et présente 389 candidats (contre 320 en 2012). Le Front national présente des candidats dans la quasi-totalité des circonscriptions comme en 2012 (571 candidats). Le nombre de candidatures régionalistes double, passant de 77 à 149 candidats. Enfin, près d'un millier de candidatures « divers » supplémentaires par rapport à 2012 ont été enregistrées : 1 418 candidats se classent sous cette étiquette. ■

Le profil des 7 881 candidats



Source: Frédéric Michau. Le profil des candidats aux élections législatives 2017, OpinionWay

CONNAISSEZ-VOUS LA VALEUR DE VOS OBJETS ?

Nos représentants en région sont à votre disposition pour des estimations gratuites et confidentielles en vue d'une vente aux enchères ou de gré à gré.

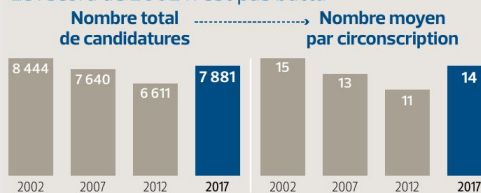


RENSEIGNEMENTS

- Paris**
Victoire Gineste
vgineste@christies.com
+33 (0)1 40 76 85 72
Tancredi Massimo
di Roccasecca
tmaximo@christies.com
+33 (0)1 40 76 73 70
- Nouvelle Aquitaine**
Marie-Cécile Moueix
+33 (0)6 80 15 68 82
- Bretagne, Pays de la Loire et Normandie**
Virginie Gregory
+33 (0)6 09 44 90 78
- Centre, Auvergne, Limousin et Bourgogne**
Marine Desproges-Gotteron
+33 (0)6 10 34 44 35
- Grand Est**
Jean-Louis Janin Daviet
+33 (0)6 07 16 34 25
- Monaco**
Nancy Dotta
+33 (0)6 07 93 46 33
- Hauts-de-France**
Jean-Louis Bremits
+33 (0)6 09 63 21 02
- Provence-Alpes - Côte d'Azur**
Fabienne Albertini-Cohen
+33 (0)6 71 99 97 67

DEMI PATURE SAPHIRS ET DIAMANTS, PAR BULGARI
Estimation : 25 000-35 000 €
Prix réalisés : 55 000 €
Paris Jewels, 6 décembre 2016

Le record de 2002 n'est pas battu



Après avoir connu des baisses en 2007 et 2012, le nombre de candidatures aux élections législatives progresse très nettement cette année. On compte ainsi 1 270 candidats de plus qu'en 2012.

3 candidats
(1^{re} circonscription de Wallis-et-Futuna)

27 candidats
(9^e circonscription des Français de l'étranger)